



La grève des dockers interrompt la moitié du transport maritime américain

-
- [01/10/2024](#)

Les ouvriers américains déchargeant les navires, des côtes de la Nouvelle-Angleterre au Texas, ont entamé une grève mardi, interrompant près de la moitié du transport maritime des États-Unis.

L'*International Longshoremen's Association (ILA)* a rejeté la proposition finale de l'Alliance maritime américaine (USMX) pour un nouveau contrat de six ans pour des dizaines de milliers de ses travailleurs, en déclarant qu'il était « bien en deçà des demandes ».

Selon Harold Daggett, chef de l'ILA, des employeurs tels que l'opérateur de porte-conteneurs Maersk et APM Terminals North America n'ont pas proposé de salaires appropriés et n'ont pas accédé aux demandes d'arrêt des projets d'automatisation des ports. Il a ajouté :

Nous sommes prêts à nous battre aussi longtemps que nécessaire, à rester en grève aussi longtemps qu'il le faudra, pour obtenir les salaires et les protections contre l'automatisation que méritent les membres de l'ILA. L'USMX est maintenant responsable de cette grève. Ils doivent maintenant répondre à nos demandes pour que la grève prenne fin.

Conséquences : La grève dans 36 ports touche les importations nécessitant un chargement et un déchargement, ce qui inclut tout produit des denrées alimentaires aux automobiles. Toutefois, l'ILA précise que cette mesure n'aura pas d'incidence sur les navires de croisière, les cargaisons militaires et les pétroliers.

- Les analystes de JPMorgan estiment que la grève pourrait coûter aux États-Unis jusqu'à 5 milliards de dollars par jour.

Rick Cotton, directeur exécutif de l'Autorité portuaire de New York et du New Jersey, qui supervise certains des plus grands ports du pays, a déclaré que près de 100 000 conteneurs attendent d'être déchargés dans les ports de la ville de New York.

Intervention gouvernementale ? Il y a une semaine, l'USMX a déposé une plainte auprès du National Labor Relations Board contre l'ILA, affirmant que le groupe enfreignait le droit du travail en refusant de négocier.

Si l'ILA outrepassait ses compétences, le gouvernement fédéral pourrait invoquer la loi Taft-Hartley de 1947, qui l'autoriserait légalement à exiger que les travailleurs reprennent leur emploi, rétablissant ainsi les opérations de transport maritime.

Toutefois, l'administration Biden a déjà déclaré qu'elle souhaitait ne pas s'impliquer avec les négociations.

La Maison Blanche s'est abstenue de tout commentaire à ce sujet, mais des fonctionnaires anonymes ont déclaré à Reuters

que l'administration espère que la grève soit de courte durée. Une grève prolongée pourrait paralyser l'économie déjà en difficulté.

Les malheurs économiques de l'Amérique ont été prophétisés. La Bible dit que la nation souffre de malédictions. Mais elle dépeint également une période de prospérité imminente.

En savoir plus : Lisez « [Pourquoi la Trompette surveille l'effondrement économique des États-Unis](#) ».